

Note de présentation

L'analyse des principaux résultats issus de la quatrième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM 4) ouvrent des perspectives nouvelles dans le cadre de la révision de certaines politiques formulées dans le DSCE, ou de certaines politiques publiques. Cet exercice a été mené à travers plusieurs études thématiques dont les synthèses sont ci-après présentées.

L'analyse de **l'évolution des principaux indicateurs de la pauvreté selon l'approche monétaire (ou approche objective)**, entre 2001 et 2014, montre que l'incidence de la pauvreté a reculé de 2,7 points, passant de 40,2% à 37,5%. Cette baisse de la prévalence de la pauvreté résulte de la génération d'une croissance économique moyenne annuelle de 3,8% parallèlement à la vigueur de la croissance démographique, qui est autour de 2,6% en moyenne par an. Il y a lieu d'attirer l'attention sur l'aggravation des inégalités qui, en atténuant l'impact de la croissance économique, traduit les efforts à déployer pour que les mesures de réduction déjà engagées ou envisagées profitent prioritairement aux populations pauvres ou vulnérables.

Selon l'approche subjective, qui reflète la perception que chaque individu a de sa propre situation comparativement aux autres, 56,8% de chefs de ménage se considèrent pauvres ou très pauvres. Ce taux est supérieur de près de 20% du taux de pauvreté obtenu selon l'approche monétaire.

Le profil de pauvreté qui se dégage, pour un seuil fixé à 339 715 FCFA par équivalent adulte et par an, montre que les populations rurales sont les plus touchées, particulièrement celles des régions de l'Extrême-Nord, du Nord, du Nord-Ouest et de l'Adamaoua. Sur le plan socioéconomique, l'incidence de la pauvreté décroît avec le niveau d'instruction. Le fait que la pauvreté reste encore un phénomène plus répandu en milieu rural où 56,8% d'individus sont touchés contre 8,9% en milieu urbain appelle à davantage d'actions en faveur du développement du monde rural.

S'agissant de **l'évolution du pouvoir d'achat des ménages** entre 2007 et 2014, l'on remarque globalement que le niveau général des prix a augmenté de 28%. Cette augmentation qui se traduit par la perte du pouvoir d'achat, aurait probablement pu être plus accentuée, n'eût été l'application des mesures prises, surtout en 2008, pour préserver les conditions de vie des populations, lesquelles répondaient à l'objectif de croissance inclusive visée dans le DSCE.

En ce qui concerne **la relation entre la pauvreté et l'activité économique**, les résultats laissent transparaître, aussi bien au niveau national qu'au niveau régional, que les ménages dirigés par des actifs du secteur informel sont les plus touchés, surtout ceux du secteur agricole. En plus du caractère dominant de la pauvreté en zone rurale, vient se greffer le travail des enfants qui y est de plus en plus accentué.

L'analyse de **la pauvreté en relation avec les activités du monde rural** révèle que les outils

le plus utilisés sont principalement rudimentaires ; ce qui justifie la faible productivité. En outre, l'essentiel des activités de production est financé sur les fonds propres ou par l'aide des parents ou amis, en l'absence d'un financement bancaire approprié.

L'analyse de l'accessibilité physique des populations aux infrastructures de base montre que, le niveau de **pauvreté des conditions de vie des ménages** ne s'est pas sensiblement amélioré entre 2007 et 2014, notamment pour ceux vivant en milieu rural.

S'agissant de la relation entre **la pauvreté, le patrimoine, l'accès au crédit et au capital social**, les résultats montrent que près de 48,8% de ménages dans l'ensemble et dont 76,3% de ménages pauvres, ont au moins un membre qui possède une parcelle de terre exploitée. Le recours aux structures de financement des activités productives reste encore faible. En effet, moins de 10% de ménages ont au moins un membre ayant fait une demande de crédit auprès de ces structures. Sur environ 4,3% de ménages ayant fait la demande dans une institution financière formelle, 1,6% ont obtenu un crédit auprès d'une banque, et 2,7% se sont tournés vers une micro finance pour l'obtenir. Par rapport à l'accès au capital social, on note que les ménages non pauvres sont presque 2 fois plus nombreux que les ménages pauvres à avoir un membre qui milite dans une association (48,8% contre 25,2%).

Dans le cadre de la lutte contre **la pauvreté, la mobilité résidentielle des ménages** est restée faible, car seulement 7,1% de ménages ont changé de localité de résidence entre 2007 et 2014. Par ailleurs, l'émigration des membres du ménage, qui concerne 25% de ménages, est essentiellement interne et motivée par la recherche d'un travail mieux rémunéré ou pour améliorer le niveau d'instruction et la formation.

S'agissant de **la perception des populations sur certaines dimensions de la gouvernance**, notamment les actions d'amélioration, celles-ci souhaitent la poursuite de la lutte contre la corruption, le renforcement de la couverture et de la qualité des infrastructures socioéconomique de base, la poursuite des actions de décentralisation, l'accès à l'information, l'implication et la consultation des populations dans les projets communautaires.

Suivant l'engagement des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine en 2010, **les statistiques sur la gouvernance, paix et sécurité (GPS)** produites montrent que la population adulte est peu satisfaite de la manière dont les principes démocratiques sont mis en œuvre et exprime un jugement relativement défavorable quant à l'efficacité des actions gouvernementales anti-corruption. Le bilan en matière de sécurité révèle que 72,1% de la population se sentent plutôt en sécurité et font confiance à l'Etat pour sa protection. La plus grande menace à la paix et à la sécurité perçue est d'ordre économique (85% pour la pauvreté et 84% pour le chômage). Le risque terroriste est exprimé par près de 67% de la population.

En définitive, la base des données constituées à partir de l'ECAM 4 fournit beaucoup d'information susceptible d'éclairer le choix des politiques publiques. La présente édition sera suivie d'une autre consacrée à d'autres thématiques, notamment "Pauvreté et genre", "Emploi de temps", "Pauvreté, éducation et santé" et "Dépenses de consommation finale des ménages".